

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AEROPORTS DE PARIS - CTFE

Zone Roissy pôle Ouest – bâtiment 5400
BP81007
95700 Roissy-En-France

Références : 2026/0134
Code AIOT : 0006505997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement AEROPORTS DE PARIS - CTFE implanté 18, rue du Grand Rond Bât. 5400 BP.81007 95700 Roissy-en-France. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur les mesures de prévention en zone ATEX.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AEROPORTS DE PARIS - CTFE
- 18, rue du Grand Rond Bât. 5400 BP.81007 95700 Roissy-en-France
- Code AIOT : 0006505997
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AÉROPORTS DE PARIS gère les installations aéroportuaires de l'aéroport Charles de Gaulle à ROISSY (3 257 ha répartis sur plusieurs communes et départements franciliens). À ce titre, elle doit fournir ses clients (commerces, entreprises, utilisateurs des aérogares) en électricité, en froid et en chaleur. La plate-forme est alimentée par 2 centrales : la CTFE (centrale thermo frigo électrique) sur ROISSY (95) et la CTFE bis au MESNIL AMELOT (77). Chacune de ces CTFE dessert une partie de la plate-forme aéroportuaire pour alimenter les 750 clients d'AÉROPORTS DE PARIS.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	3 mois
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Demande d'action corrective	1 mois
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Sans objet
7	Garanties financières	Code de l'environnement, article R.516-1	Sans objet
8	Modification de l'installation	Code de l'environnement, article R.181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est notamment attendu de l'exploitant qu'il établisse la liste des équipements situés dans les zones ATEX, de manière à s'assurer de leur bon niveau de qualification et des exigences d'entretien/maintenance associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : Par courriel du 23 février 2026, l'exploitant transmet le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) relatif à l'établissement, dont la dernière mise à jour date de 2017. Celui-ci comprend bien l'identification des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. Le DRPCE est notamment décliné : - dans un Plan de prévention, qui prévoit que toute intervention d'une entreprise extérieure fasse l'objet d'une transmission de la cartographie des zones ATEX. En cas d'intervention sur du matériel ATEX celle-ci doit fournir une attestation de certification Ism-ATEX (Installation, Service et Maintenance d'installations en ATEX) ou équivalent. Dans le cas où du matériel ATEX serait envoyé en réparation chez un fournisseur ou sous-traitant, celui-ci doit fournir une attestation de certification Saqr-ATEX (Système d'Assurance Qualité des Réparateurs de matériels ATEX) ou équivalent. - pour le Permis de feu, qui fait l'objet d'une procédure dédiée et prévoit que toute intervention par point chaud (soudure, meulage...) dans les locaux doit faire l'objet de la délivrance d'un permis feu. L'analyse des risques d'explosion, présentée sous forme de fiches, n'appelle pas de remarques. Il comprend également l'identification des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. Il est conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- [...] ;- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;- [...]
Constats : L'exploitant présente un plan sur lequel figure l'ensemble des zones de dangers, parmi lesquelles les zones à risque d'explosion. La nature exacte du risque ATEX (0, 1, 2 et/ou 20, 21, 22) ainsi que le périmètre précis des zones concernées n'est en revanche pas renseigné. Il est demandé à l'exploitant de créer un plan décrivant la nature exacte du risque ATEX (0, 1, 2 et/ou 20, 21, 22), ainsi que le périmètre précis des zones concernées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Lors du tour de site, il est constaté des incohérences entre le DRPCE identifiant les zones ATEX et les zones concernées sur le terrain : <ul style="list-style-type: none">• le silo biomasse bénéficie de la signalétique et consignes ATEX à son entrée, mais n'est pas signalé ATEX dans le DRPCE (à l'exception de la zone à proximité immédiate du grappin),• les zones signalées comme ATEX sur le plan d'implantation (il s'agit des zones situées à

proximité immédiate des tuyauteries d'alimentation gaz des chaudières) ne sont pas signalées comme ATEX sur le terrain.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en cohérence la signalétique sur le terrain avec les éléments issus du DRPCE.

Il ressort par ailleurs des échanges avec l'exploitant qu'il semble exister une confusion entre zone ATEX et zone à atmosphère explosible : le fait qu'une zone ne soit pas ATEX n'empêche pas en soi qu'une signalisation et des consignes associés au risque d'explosion soient présentes sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Constats :

Systèmes de ventilation :

L'analyse de risque prévoit, de manière non exhaustive, les mesures de réduction de risques suivantes :

- Circuit de détente gaz GS5 / GS6 / GS7 - Cours anglaise : ventilation Moyenne / Faible
- Local comprenant les chaudières GS5 / GS6 / GS7 de la CTFE : ventilation forte
- Chaudière GS1 : ventilation forte

L'exploitant indique avoir, en amont de l'inspection, détecté ne pas avoir réalisé de maintenance sur les extracteurs d'air, dont le fonctionnement est déterminant pour les hypothèses relevées ci-dessus. Il indique que des opérations de maintenance ont été réalisées en urgence sur l'ensemble des extracteurs d'air du site la semaine précédant l'inspection et présente les devis associés, ainsi que la mise à jour du contrat de maintenance pour intégrer un entretien semestriel de ces extracteurs dans les gammes de maintenance.

L'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur les causes de cet oubli de maintenance. L'exploitant indique que cela est vraisemblablement lié à un défaut de coordination entre les équipes en charge de la maintenance du bâtiment et les équipes en charge de la gestion du risque industriel (dont la question du risque ATEX).

Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette, sous 1 mois, les compte-rendus de maintenance des extracteurs d'air.

L'inspection des installations classées recommande que l'ensemble des équipements concernés par le risque industriel soient intégrés dans le logiciel de GMAO (Gammes de maintenance Assistée par Ordinateur) déjà déployé pour certains des équipements du site.

Systèmes de détection :

L'exploitant présente la liste des capteurs de gaz (9 en tout), ainsi que le fichier de suivi de leur entretien/maintenance, faisant état de 4 opérations d'entretien/maintenance annuelles. Cet aspect n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la liste des équipements présents dans les zones ATEX telles que définies dans le DRPCE présenté au point de contrôle n°1.

Il n'est ainsi pas possible d'établir la conformité de l'installation aux articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

Il est ainsi demandé à l'exploitant de créer cette liste à partir de l'analyse présente dans le DRPCE. Dans la mesure où cette liste est critique pour établir la conformité à la prescription ci-dessus, une mise en demeure est proposée à M. le Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

<p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport de contrôle des installations électriques référencé A4681000956025M001001001001 et établi le 19/12/2025 par la société APAVE.</p> <p>Celui-ci ne fait état d'observations dans les zones ATEX identifiées par le DRPCE.</p> <p>Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.516-1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :</p> <p>1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ;</p> <p>2° Les carrières ;</p> <p>3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ;</p> <p>4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant interroge l'inspection des installations classées sur la mise en œuvre des garanties financières, prévues à l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2020.</p> <p>L'inspection des installations classées donne les précisions suivantes : depuis le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, les garanties financières visées à l'alinéa 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement sont supprimées. Celles-ci concernaient les installations soumises à autorisation au titre au 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation</p>

simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux.

Ainsi, les actes de cautionnement en cours de validité relatifs aux garanties financières relevant du 5° de l'article R. 516-1, sont automatiquement caducs (aucune démarche de l'administration à réaliser). Dans les seuls cas pour lesquels les exploitants auraient constitués des garanties à la Caisse des dépôts et consignations, il conviendra que les exploitants se rapprochent de la DRIEAT pour la prise d'un arrêté de déconsignation de sommes.

En conséquence, l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2020 est désormais sans objet. Il pourra être abrogé lors du prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46

Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation

Prescription contrôlée :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Constats :

L'exploitant aborde également la question du démantèlement d'une des chaudières (la GS1).

L'inspection des installations classées précise que dans la mesure où le site reste soumis à la 3110, il ne s'agit pas d'une cessation (définition de l'article R512-75-1), mais d'une modification (ici diminution de la puissance installée).

A cet égard, il est nécessaire que l'exploitant transmette un porter-à-connaissance modificatif classique qui nécessitera la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire (notamment pour effectuer la mise à jour des points de rejets).

L'inspection des installations classées recommande l'usage de la procédure numérique pour effectuer cette déclaration :

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R75904>

Type de suites proposées : Sans suite